

"Sommet CSCE, danger d'une indigestion d'histoire" dans Europe (16 novembre 1990)

Légende: Dans un éditorial du 16 novembre 1990, soit trois jours avant l'ouverture à Paris de la conférence sur les forces armées conventionnelles en Europe, Emanuele Gazzo, directeur à Bruxelles de l'Agence Europe, se montre sceptique quant aux enjeux du sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

Source: Europe. Agence internationale d'information pour la presse. dir. de publ. RICCARDI, Lodovico ; Réd. Chef RICCARDI, Ferdinando. 16.11.1990, n° 5371. Bruxelles. "Sommet CSCE, danger d'une indigestion d'histoire", auteur:Gazzo, Emanuele , p. 1.

Copyright: (c) Agence Europe S.A.

URL: http://www.cvce.eu/obj/sommet_csce_danger_d_une_indigestion_d_histoire_dans_europe_16_novembre_1990-fr-f9a51e66-4432-4f78-8357-6274d631981a.html

Date de dernière mise à jour: 03/07/2015

Sommet CSCE, danger d'une indigestion d'histoire

Nous avons le sentiment que les événements historiques qui se sont succédé ces derniers temps ont créé auprès de certains zélés de bonne foi une sorte de surexcitation qui les pousse à en multiplier artificiellement l'image, créant ainsi une sorte d'effet optique qui suscite davantage de confusions et d'illusions plutôt qu'un changement réel s'ajoutant à celui qui s'est déjà produit. C'est une tendance dangereuse, parce qu'elle peut engendrer chez les gens ordinaires un sentiment de satiété, d'autant plus que cette multiplication artificielle est obtenue essentiellement par l'exhibition de têtes d'affiche prestigieuses, des flots de discours remplis de grands mots.

Le danger est double: d'une part, on risque le rejet dû à une "indigestion d'histoire", d'autre part, on pourrait assister à la course à la création de nouvelles structures dont personne ne ressent le besoin urgent, et qui feraient en général double emploi avec ce qui existe déjà.

Ces remarques nous sont suggérées par l'extraordinaire spectacle qui nous est promis par la réunion de la Conférence sur la CSCE qui s'ouvre lundi prochain à Paris. Dans ces circonstances, parler d'événement historique relève presque de l'"understatement": 35 chefs d'Etat ou de gouvernement, et leurs suites d'experts, qui se réunissent à Paris, avec toutes les complications logistiques qui s'en suivent: c'est une recette infaillible. Pendant ces trois jours, on cessera peut-être de parler de la récession qui menace l'économie mondiale: le spectacle est assuré; on l'espère excitant. Mais quelqu'un osera quand même remarquer que si cette réunion se situe dans le contexte d'un processus historique de première importance pour l'Europe et pour le monde, elle n'en est ni le moteur ni l'aboutissement. Les événements historiques se sont déjà produits, ils ont bouleversé l'ordre préexistant, ils sont suivis par des chocs secondaires dont on ne peut prévoir l'amplitude. Entre-temps, d'autres événements se sont produits, en dehors de la région européenne, mais qui ont exercé et exerceront une influence sur cette dernière. L'histoire n'est pas finie...

Il apparaît justifié d'essayer de voir plus clair au sujet des changements intervenus, des scénarios envisageables, et essayer d'imaginer comment donner une suite "naturelle" au "processus d'Helsinki", et à son évolution depuis 1975. Mais est-il indispensable de se précipiter à cristalliser des structures qui ne sont plus actuelles, et préjuger de l'avenir ? Nous nous étions posé déjà quelques questions dans nos éditoriaux des 17 et 18 octobre. N'oublions pas que le processus d'Helsinki trouve son origine dans la tentative soviétique (qui remonte à 1954 et fut reprise en 1969) de faire sanctionner formellement par une conférence paneuropéenne les conquêtes soviétiques de la Seconde Guerre mondiale. L'Occident réussit à lier ce processus à la philosophie du désarmement mutuel contrôlé (MBFR): il est significatif que la réunion de lundi sera précédée par la signature du traité CFE. Trois ans de difficiles négociations aboutirent à un accord qui est essentiellement un ensemble de principes, de comportements, de procédures, visant à rendre progressivement concret le concept de "détente", au bénéfice surtout des citoyens, de tous les citoyens.

L'histoire, disions-nous, s'est chargée de faire le restant. Nous nous situons dans l'"après-Helsinki" et tout le monde ne pense pas qu'il soit nécessaire de "redessiner" quoi que ce soit. Laissons à ceux qui ont su la conquérir, un minimum de liberté et le temps nécessaire pour s'orienter, sans les enfermer dans une cage, sans leur faire apprendre "notre leçon". Nous sommes d'accord avec Max Kampelman lorsqu'il dit que "la CSCE n'est pas une institution dessinée pour remplacer les autres institutions existantes en Europe et ne doit pas se transformer "en bureau de recrutement". Il est certes possible d'imaginer que la création d'un centre de crise soit utile. De même, les pays qui le désirent et qui acceptent certaines règles devraient pouvoir adhérer à une institution parlementaire comme celle qui est actuellement rattachée au Conseil de l'Europe, mais qui pourrait très bien s'en détacher tout en gardant son patrimoine de principes... L'histoire ne doit pas être une prison, pour personne: laissons aux citoyens d'Europe de faire leur histoire: ils en sont capables.

Emanuele Gazzo